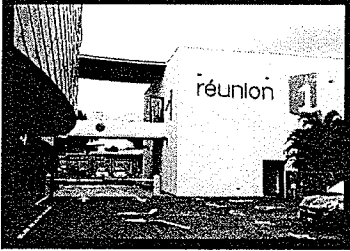




TÉLÉVISION

13

Réunion 1^{ère} condamnée à changer de nom



David Crane

BAGARRE MORTELLE

À SAINT-PIERRE

6

18 ans pour le meurtrier de Geoffroy Duterque

CRISE REQUIN

9

La pêche reprend



Régis Urtecho

SAINT-PAUL

17

L'Ermitage définitivement sans H



LE BTP MOBILISE MAIS RESTE SANS RÉPONSE

4:5

Les politiques au pied du mur



Philippe Chan Gicling

• 3 000 patrons et salariés du BTP ont défilé à Saint-Denis hier pour appeler à l'aide les pouvoirs publics, État, Région et Département. Des réunions sont promises dans les mois qui viennent.

Prix plume
Envolez-vous avec Air Austral à prix plume

air-austral.com | I love Air Austral

0 825 013 012

*Taux TTC - à partir de. Offre soumise à conditions. Sous réserve de disponibilité. Susceptible d'augmenter sans préavis. Période de vente : du 3^e au 17 septembre 2017. Période de voyage : voir www.air-austral.com

Paris
à partir de
639 €*

Marseille
à partir de
699 €*

AIR AUSTRAL



L'ÉDITO

Les saints Thomas du bâtiment

Un succès. La manif des patrons et salariés du BTP, bâtiment et travaux publics, hier à Saint-Denis a rassemblé plusieurs milliers de marcheurs protestataires. Jusqu'à 4000 pour les plus optimistes. Beaucoup plus qu'en 2010 où les mêmes acteurs de ce secteur en crise durable défilaient séparément. La lutte des classes laissait hier place à la lutte pour la sauvegarde d'un secteur fort de 17000 travailleurs. En réalité, le BTP à La Réunion est un colosse aux pieds d'argile qui a perdu un tiers de ses effectifs en moins de dix ans. La crise ici est plus grave qu'en métropole. Et les professionnels, plus angoissés avec la disparition de la moitié des entreprises recensées en 2008.

On pourrait arguer de l'impossibilité pour une île de bétonner à tour de bras mais toute politique de redynamisation économique doit inclure ce grand secteur d'activité. La sagesse populaire ne nous dit-elle pas que quand le bâtiment va, tout va ? Faut-il aussi rappeler les besoins criants en matière de logements, par exemple ? Ils sont évidents, recensés et reconnus. Mais, d'année en année, les plans se succèdent sans grands effets, les engagements pris

tourment en eau de boudin, la commande publique se situe régulièrement bien en deçà des annonces ronflantes.

Ainsi, les années électorales se suivent et se ressemblent avec leurs lots de promesses assez tôt oubliées. Le plan logement Outre-mer ? Interpellée par la Fedom (fédération des entreprises d'outre-mer), Annick Girardin accuse réception, incapable évidemment de concéder le moindre petit espoir d'une mobilisation décisive du gouvernement.

Du « massacre » à « l'agonie »

Localement, c'est pareil et même pire. La Région s'était orientée vers un programme ambitieux de réhabilitation de bâtiments. Durant la campagne de l'élection régionale, il s'agissait de ne pas laisser penser que la Nouvelle route du littoral siphonnerait totalement les ressources disponibles pour d'autres chantiers. La collectivité pouvait consacrer quelque 80 millions par an à ce plan. Résultat, l'effectif moyen sur le projet

phare de la Région plafonne à 1500 salariés et le dossier réhabilitation est en panne. La faute aux procédures administratives, à l'Etat, aux bailleurs sociaux, critique Didier Robert. L'enjeu est pourtant majeur: 800 millions d'euros sur dix ans.

Sollicité, le Département qui est lui aussi décideur en matière d'investissements publics, a fait recevoir la délégation par son treizième vice-président. La maladresse confine au mépris. On a déjà vu ce qu'il en est de l'Etat qui n'en finit pas de jouer l'Avare de Molière du côté de Bercy au moment où le président de la République compte pourtant sur les artisans pour inverser la courbe du chômage. Et les artisans et très petites entreprises, dans le bâtiment, sont plutôt bien représentés. La relance par la demande attendra !

Du « massacre », en 2010, à « l'agonie » du BTP en 2017, quel est l'avenir de ce pan important de l'économie ? À ses représentants, les interlocuteurs officiels demandant de patienter jusqu'à octobre, peut-être un peu plus. On organisera à coup sûr des réunions. Les leaders des organisations patronales et syndicales connaissent cette musique et, déjà, préviennent que

leur endurance ayant des limites, des actions beaucoup plus dures sont envisagées, s'il n'y a que cela pour dépasser le stade des incantations et des discours compatissants.

D'autres responsables politiques, ou les mêmes, lancent des appels à « la mobilisation de l'ensemble des acteurs publics et privés afin d'interpeller le gouvernement sur le nécessaire soutien rapide à apporter à ce secteur, dans le cadre du projet pour La Réunion » comme le résume Didier Robert. Le reste du temps est consacré à rejeter la responsabilité de la catastrophe en cours sur les autres. On frémit aussi à la perspective d'Assises des outre-mer qui, à coup sûr, vont ausculter le corps malade du BTP, diagnostiquer quelque maladie grave et proposer un traitement de choc à coups de politiques infaisables.

Face à de telles impasses, les professionnels du secteur ont hélas raison d'être comme saint Thomas, attendant de toucher les bons de commande avant de croire à une quelconque promesse.

Thierry DURIGNEUX

LE QUOTIDIEN DE LA RÉUNION
ET DE L'OCEAN INDIEN
Edité par la SAS Le Quotidien
Siège social : 1, rue Lislet Geoffroy
BP 97112 Saint-Denis Cedex 9
Tél. : 0262.92.15.15

Président : SAS SIMON,
25, rue Gabriel de Kernequin
97490 Sainte-Clotilde

Directrice de Publication :
Carole CHANE-KI-CHINE

Rédaction :
• Rédacteur en chef : Thierry DURIGNEUX
• Rédacteur en chef technique :
Jean-Marc GUILJONNE
• Rédactrice en chef adjointe :
Bernadette LOUBIER
• Secrétariat de Rédaction :
Nathalie OLIVIER
Tél. : 0262.92.15.15 - Fax : 0262.28.25.28
Email : laredaction@lequotidien.re

Publicité - Ventes :
• Directeur de la P.M. Ventes :
Thierry MASSE
• Publicité commerciale :
Tél. : 0262.92.15.12 - Fax : 0262.29.24.61
Email : rsvp.repub@lequotidien.re

• Annonces classées :
Tél. : 0262.92.15.15 - Fax : 0262.92.15.18
Email : pa@lequotidien.re

• Régie externe locale : Tél. : 01.53.64.59.60
Email : a.ner@media-outremer.fr

• Abonnements : Tél. : 0262.92.15.14
Email : abonnements@lequotidien.re

• Agences - Saint-Denis :
1, rue Lislet Geoffroy
BP 97112 Saint-Denis Cedex 9
Tél. : 0262.92.15.15 - Fax : 0262.28.25.28
Email : stdenis@lequotidien.re

• Saint-Denis centre : 13, Allée Bonnier
Tél. : 0262.90.20.60 - Fax : 0262.90.20.61

• Saint-Pierre : 53, Bd. Hubert Delisle
97410 Saint-Pierre
Tél. : 0262.96.16.96 Fax : 0262.96.16.99
Email : sp.pierre@lequotidien.re

• Saint-Paul : 48, Chaussée Royale,
97460 Saint-Paul
Tél. : 0262.45.50.00 - Fax : 0262.45.41.10
Email : sp.paul@lequotidien.re

• Saint-André : C.C. La Cocoteraie
Tél. : 0262.50.04.91 - Fax : 0262.50.56.96
Email : sr.andre@lequotidien.re

Association unique
Société de presse de la Réunion,
CPPAP 0116 C 87475 ISSN 0397-7994
Reproduction interdite
Tous droits réservés.
Imprimerie SAFI - 21 du Chaudron
97490 Sainte-Clotilde

PRELÈVEMENT
PRESSE
PAYANTE
Circulation
Certifiée
2015

N° 13 433 - 41^e année -
Tirages : 20 765 exemplaires
Ce numéro comprend
le QJ

LA PHOTO DU JOUR



Coup de chaud à Sainte-Clotilde. A la vue d'un scooter qui brûle dans la rue, hier en pleine après-midi et en l'absence de son propriétaire, les riverains n'étaient pas rassurés. Heureusement, le feu ne s'est pas propagé. (Photo Emmanuel Grondin)

ÉCRIVEZ-NOUS

Par fax
0262
28.25.28

Par courrier
21 du Chaudron
97112 St-Denis
Messag Cedex 9



Moi, c'est la rubrique cinéma
et l'agenda des loisirs que je lis !

LECTEUR CULTUREL DEPUIS 367 NUMÉROS.

des réunions en octobre

3 000 patrons et salariés du BTP ont défilé, hier, pour dénoncer une situation «intenable». Reçus au Département, à la Région et à la préfecture, ils ont seulement obtenu la tenue de réunions afin de débloquer des chantiers. Si rien ne bouge, le secteur promet de hausser le ton.



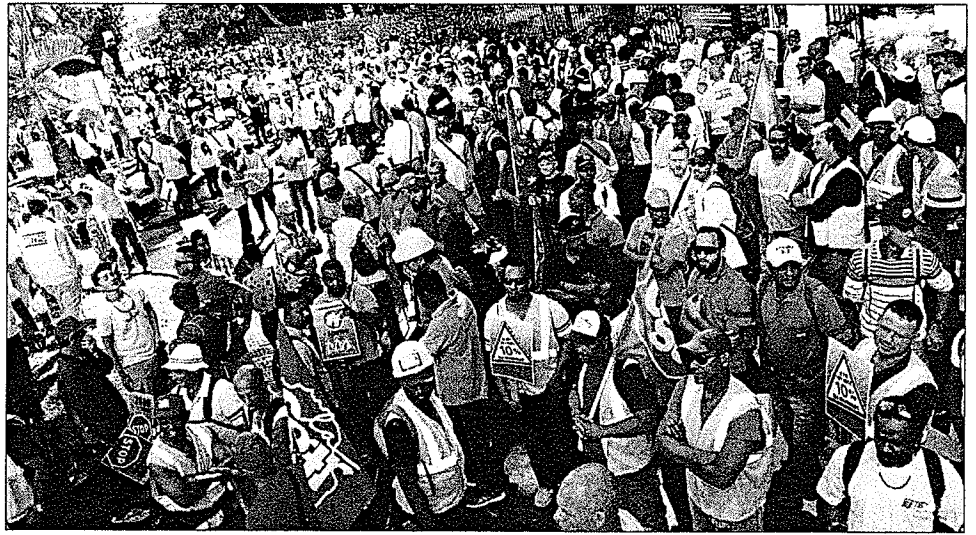
Didier Robert a pointé du doigt la responsabilité de l'Etat en matière de réhabilitation du logement.

En 2010, il fallait «arrêter le massacre». Sept ans plus tard, c'est un BTP «à l'agonie» qui a défilé rue de Paris et avenue de la Victoire, à Saint-Denis.

Patrons et salariés étaient côte à côte, ce qui n'avait pas été véritablement le cas la fois précédente. Sur les pancartes, quelques messages forts: «un logement construit, c'est trois emplois» ou encore «le BTP fait vivre 10% des Réunionnais».

Combien étaient-ils ? 2 000 selon la police, 4 000 selon les organisateurs et même «jusqu'à 5 000» dicit le président de la FRBTP, Bernard Sirix. Sans doute plutôt 3 000. C'est moins que ce qui était espéré... mais quasiment deux fois plus qu'en 2010.

Il faut dire que 24 organisations (19 patronales et 5 représentant les salariés) avaient appelé leurs adhérents à descendre dans la rue. Trois députés ainsi que les présidents de la CCIR et de la chambre de métiers, qui veulent faire de La Réunion un «territoire d'expérimentation» au niveau fiscal et social, les ont rejoints. Ibrahim Patel et Bernard Picardo ont d'ailleurs cosigné avec le président de la Capeb, Cyrille Rickmounie, un courrier adressé au président de la République dans lequel ils demandent une reconduction des exonérations de charges sociales et fiscales de la Lodeom ainsi qu'une prorogation de la défiscalisation et un maintien du crédit d'impôt compétitivité emploi.



Les manifestants s'étaient donné rendez-vous dès 7 heures devant le Jardin de l'Etat.

«C'est une mobilisation satisfaisante, résume Cyrille Rickmounie. Plus que le nombre de manifestants, il faut retenir que nous avons assisté à un mouvement d'exception. Malgré nos divergences, nous arrivons à nous parler».

500 emplois perdus

Alors que le secteur a perdu 8 000 salariés (un tiers de ses effectifs) depuis 2008 et que son chiffre d'affaires est passé de 2,2 à 1,2 milliard d'euros au cours de la même période, les premières prévisions pour 2017 ne sont pas bonnes.

«L'activité est en berne, commente Bernard Sirix. Il n'y a plus d'appels d'offres et nos effectifs sont

en baisse. Hors grands chantiers, nous avons encore perdu 500 emplois depuis le début de l'année et d'autres vont se retrouver au bord de la route tandis que des corps de métiers ont disparu. C'est pour cela que nous sommes dans la rue».

Difficile de voir ce qui va relancer la machine à court terme. Et c'est là que le bât blesse à l'issue de la manifestation d'hier.

Le Département (le premier visité) n'a rien promis tandis que la Région puis l'Etat ont proposé la tenue de réunions à partir d'octobre. Didier Robert souhaite organiser «début octobre une rencontre officielle avec un représentant du gouvernement».

Il promet par ailleurs de réunir l'Etat et les bailleurs sociaux afin de débloquer le dossier de la réhabilitation comme il s'y était

engagé il y a quelques années (800 millions d'euros sur 10 ans). Une promesse non tenue à ce jour mais la Région en rejette la faute sur l'Etat: «Le premier verrou vient de la complexité du montage des dossiers. Si des décisions sont prises d'ici à la fin de l'année, nous serons prêts au niveau de notre programme d'investissement et pourrions mobiliser 60 à 80 millions par an. J'ai besoin que tout le monde joue la même partition. Je lance un appel à un véritable front réunionnais».

À la préfecture, la délégation n'a pas rencontré le préfet, retenu par une réunion à Paris, mais qui avait laissé un courrier à son secrétaire régional pour les affaires régionales et à son directeur de cabinet. «Il nous a proposé de réunir tout le monde rapidement afin de voir ce qui bloque l'activité du BTP», re-

late Bernard Sirix. «Nous restons perplexes par rapport à la capacité d'écoute des décideurs nationaux concernant nos problèmes, conclut Cyrille Rickmounie. Créer des commissions, c'est le meilleur moyen de rester dans l'enfumage. Nous sommes dans l'attente de réponses concrètes».

Elles ne sont pas venues hier mais les acteurs du BTP ne baissent pas les bras pour autant. «Ne nous obligez pas», lance Bernard Sirix en guise d'avertissement. Nous voulons des réponses avant la fin de l'année pour faire du chiffre d'affaires début 2018. Faute de quoi nous retournerons dans la rue, peut-être dans d'autres conditions». Le mot blocage n'a pas été prononcé mais cela y ressemble beaucoup.

Cédric BOULLAND

GROS PLAN

DIDIER ROBERT VEUT UNE SIDR «RÉUNIONNAISE»

Alors que la SNI, filiale immobilière de la Caisse des dépôts gérant près de 272 000 logements en France, a entrepris de racheter les parts de l'Etat et de l'Agence française de développement dans le capital de la SIDR en vue d'en devenir l'actionnaire majoritaire, Didier Robert entend encore s'opposer à l'opération. «Il n'est pas normal que la SIDR soit rachetée par un grand groupe national, a indiqué hier le président de la Région aux chefs d'entreprises et aux syndicats du BTP qu'il a reçus. C'est une entreprise réunionnaise. Le Département en détient 44%. La Région est prête à faire l'appoint pour arriver à 50%». Comment ? Didier Robert n'a pas répondu à cette question et on imagine mal la SNI accepter de devenir minoritaire dans le capital du bailleur social.

Trois députés en soutien, un courrier à Macron

Trois des sept députés réunionnais ont participé à la manifestation d'hier. Par ordre d'apparition dans le cortège: David Lorion, Huguette Bello et Jean-Hugues Ratenon. Ericka Bareigts, de retour sur l'île le matin même, a pour sa part reçu une délégation en début d'après-midi.

Ces quatre parlementaires (en attendant les sénateurs qui seront élus le 24 septembre) ont tous apporté, hier, leur soutien aux patrons et salariés du BTP. À l'image de ceux déjà rédigés concernant les emplois aidés, le CHU ou encore les Assises de l'alimentation, un courrier commun des sept députés devrait être adressé au président de la République dans les jours qui viennent.

«Ce secteur souffre et il faut absolument le faire redémarrer, résume David Lorion. C'est le bon moment avec l'examen de la loi de Finances. Il ne faut pas attendre les Assises de l'Outre-mer. Il faut absolument accélérer les procédures en matière de défiscalisation, simplifier celles relatives à l'environnement, et enfin



David Lorion et Huguette Bello au cœur du cortège, hier.

garder le niveau actuel de ligne budgétaire unique et de CICE (NDLR: crédit d'impôt compétitivité emploi)». Que peuvent espérer des députés ne figurant pas dans la majorité présidentielle ? «Ce n'est pas d'être dans la majorité ou dans l'opposition qui compte, répond David Lorion. C'est d'être unis».

Pour Huguette Bello, qui cible la Région, «la crise actuelle illustre l'échec cinglant de la politique des grands travaux à La Réunion. Au lieu des 3 000 emplois prévus, nous n'en avons eu que 1 500. En qui concerne le logement, il y a eu beaucoup de promesses mais nous avons toujours 24 000 demandes et 20% de

ménages vivant dans un logement surpeuplé. La Réunion a été dotée de 90 millions d'euros de ligne budgétaire unique. Qu'est-ce que les 24 maires ont fait avec ? Quand vont-ils se mettre au travail ? À l'Assemblée nationale, nous allons jouer notre rôle et alerter ce gouvernement conservateur par rapport à une situation explosive sur le plan social».

Ratenon veut un plan d'urgence

Dernier arrivé, alors que la délégation était reçue par Didier Robert, Jean-Hugues Ratenon a salué les «revendications justes» du BTP à l'heure où «il faut relancer la construction de logement. Je souhaite que les 24 maires viennent se greffer sur ce mouvement. Il n'y a pas de frein à l'unité réunionnaise. Plus globalement, il faut négocier un plan d'urgence dans l'attente des Assises de l'Outre-mer. On ne peut pas laisser la Réunion mourir et je vais relayer ces inquiétudes à l'Assemblée».

C.B.

La Fedom reçue au ministère des Outre-mer

Elle n'a fait aucune annonce, aucune promesse, mais a été «sensibilisée» aux problèmes des chefs d'entreprises réunionnais. La ministre des Outre-mer Annick Girardin a reçu hier Jean-Pierre Philibert, l'un des représentants du milieu patronal local à Paris.

Le président de la Fédération des entreprises d'Outre-mer (Fedom) s'est rendu rue Oudinot afin, notamment, «de remettre à la ministre une note rédigée par les acteurs du BTP réunionnais, qui s'intitule: Le BTP réunionnais à l'agonie, réagissons!» a-t-il expliqué au Quotidien.

«Elle a bien conscience que le secteur réunionnais est en difficulté, se félicite tout de même Jean-Pierre Philibert. La ministre a aussi conscience que c'est un sujet très important sur l'île, un moteur pour toute l'activité. Je lui ai donc transmis la note du BTP réunionnais et je lui ai rappelé les propositions de la Fedom pour venir en aide au secteur: une relance de la commande

publique et privée, un dispositif de financement pour le logement intermédiaire alors que le dispositif actuel touche à sa fin, la mobilisation rapide du milliard d'euros promis par Emmanuel Macron».

Selon le président de la Fedom, il était important de rencontrer le ministre des Outre-mer en raison du calendrier législatif: les arbitrages qui décideront du contenu de la prochaine loi de finances sont en train d'être rendus.

Ils seront rendus publics en septembre et les entreprises en outre-mer sauront si les dispositifs incitatifs à l'investissement et les facilités fiscales dont elles bénéficient seront reconduites. «La crise du BTP mérite un effort considérable et d'une façon plus générale il faut éviter de faire à La Réunion ce que nous n'avons pu éviter en Guyane: attendre la venue d'une crise majeure pour prévoir des investissements structurels rendus nécessaires par la démographie», conclut Jean-Pierre Philibert.



Il y avait deux fois plus de monde dans la rue que pour la précédente mobilisation du BTP en 2010. (Photos Philippe Chan Cheung)

Les échos de la manifestation

■ **Sans Nassimah.** Les manifestants ne sont pas restés longtemps au Palais de la Source, première halte de leur défilé dès 8h30: une petite demi-heure. Il faut dire que Nassimah Dindar, «souffrante», n'était pas là pour les recevoir. C'est Rémy Lagourgue, 13^e vice-président délégué



à la valorisation du patrimoine foncier et immobilier (à droite en discussion avec Eric Wuillai de CBo), qui s'en est chargé... mais n'a rien annoncé de concret. Le 7^e vice-président délégué aux routes, Jean-Marie Virapoullé, aurait peut-être été un meilleur interlocuteur pour parler des radiers à faire sauter dans les Hauts. Va comprendre...

■ **Grindu assistance.** Il n'y avait pas 24 mais 25 organisations dans la rue, hier. Aux 24 signataires de la motion, il faut en effet ajouter l'Organisation des transporteurs routiers européens (Otre) de Johnny Grindu. Ce dernier avait prêté l'un de ses camions pour devancer le cortège. A l'intérieur: un cercueil. «Pour nous, qui transportons du ciment en vrac et des granulats, c'est bientôt la mort, commente le chef d'entreprise. Depuis trois ans, notre chiffre d'affaires a baissé de 57%. Et nous sommes tombés à 30 salariés contre 70 il y a cinq ans». Un bon résumé des déboires du BTP.

■ **Big brother.** L'accord avait été négocié entre Bernard Sirieux (FBTP) et Jacky Balmine (CGTR): les salariés étaient d'accord pour manifester à côté de leur dirigeant... à condition de ne pas être considérés comme grévistes et donc d'être payés. Selon une source patronale, certains chefs d'entreprise étaient équipés d'une «pionteuse», hier, dans le cortège. En clair: les salariés non présents dans le défilé et dont le chantier était à l'arrêt risquent de ne pas être payés pour la journée d'hier...

Les réactions

■ **Jacky Balmine (CGTR-BTP):** «Je suis comme Saint-Thomas, j'attends pour voir. Nous avons besoin de travailler maintenant. Notre secteur est en train de mourir et les premiers qui souffrent, ce sont les salariés. Aujourd'hui, les architectes n'ont plus de travail, ce qui est une marque de détresse. Huit mois après, c'est le BTP qui tombe. En métropole, l'investissement moyen dans la construction est de 2522€ par habitant. Ici, il est de 1411€. L'égalité commence par ça. Il faut maintenir la pression. Cette bataille en appellera d'autres car nous attendons de vraies réponses».



Jacky Balmine.



Bernard Sirieux.

■ **Bernard Sirieux (FRBTP):** «Cela fait des années que nous avons lancé un cri d'alarme. Il faut s'unir pour défendre le territoire réunionnais. Cela va au-delà de la rue de Paris: jusqu'à la rue Oudinot et à l'Assemblée nationale. Nous ne voulons pas du travail en 2019 mais dès janvier 2018. Il y a des besoins à satisfaire immédiatement. Dans certaines familles, trois générations vivent dans le même appartement. C'est inadmissible. Un maximum d'entreprises risquent de déposer le bilan. Nous ne resterons pas inactifs».

■ **Cyrille Rickmounie (Capeb):** «Tous les mardis et mercredis, les sociétés de BTP tombent comme des mouches au tribunal de commerce. L'ensemble des entreprises locales est en souffrance, quelle que soit leur taille. Ça suffit, ce n'est plus possible! Nos artisans ont du talent, on ne peut pas continuer comme ça. Aujourd'hui, nous avons fait passer un message fort. Nous devons être vigilants et continuer ce combat. Nous sommes prêts à parler d'une seule et même voix avec les syndicats de salariés, l'Etat et les décideurs locaux».



Cyrille Rickmounie.

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS le cnam FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Accompagnement social et professionnel

- Bac+1 - Chargé d'information, d'accueil et d'orientation*
- Bac+2 - Chargé d'accompagnement social et professionnel

Formation des adultes

- Bac+3 - Animation et gestion de la formation des adultes
- Bac+3 - Accueil, orientation, accompagnement des stagiaires en formation*
- Bac+3 - Conseil en ingénierie de formation*
- Bac+3 - Accompagnement et conseil en évolution professionnelle*

Ressources humaines

- Bac+3 - Initiation à la RH* et Assistant RH*
- Bac+3 - Gestion des ressources humaines
- Bac+3/4 - Responsable ressources humaines

Psychologie du travail

- Bac+3 - Psychologie et clinique du travail
- Bac+5 - Psychologue du travail

Gestion d'entreprise

- Bac+2 - Assistant de gestion
- Bac+3 - Gestion des organisations
- Bac+3/4 - Responsable en gestion

Commerce, marketing, vente

- Bac+3 - Commerce, marketing, vente
- Bac+3 - E-marketing & e-commerce*
- Bac+3/4 - Responsable commercial et marketing*

Professions Immobilières

- Bac+3/4 - Responsable de programme immobilier

Transports et logistique

- Bac+1 - Responsable d'une unité de transports de marchandises et logistique*

Web et développement Informatique

- Bac+1 - Programmation de sites web*
- Bac+2 - Analyste programmeur*
- Bac+3 - Web et Internet

Systèmes et réseaux informatiques

- Bac+3 - Systèmes d'information
- Bac+3/4 - Concepteur en architecture informatique
- Bac+5 - Ingénieur en réseaux d'entreprises

Bâtiment, travaux publics

- Bac+1 - Technologies de l'éco-construction*
- Bac+1 - Structures/Conduite de chantier*
- Bac+2 - Conducteur de travaux BTP*
- Bac+3 - Ingénierie des travaux BTP
- Bac+3/4 - Responsable de travaux BTP*
- Bac+5 - Ingénieur en BTP

"Ma réussite, c'est le cnam!"

Deux siècles d'existence au service de votre réussite

Des formations reconnues et homologuées jusqu'à Bac+6

JOURNÉES PORTES OUVERTES
du 4 au 8 septembre 2017 au Cnam du Port

Plus de 1.200 Inscrits chaque année

En cours du soir, à distance ou en alternance

Validation des acquis